

**Quentin Laporte****Rudy Feildel****Chers électeurs curieux,**

Comme **vous**, qui prenez le temps de lire la profession de foi d'un **nouveau parti**, nous ne nous satisfaisons pas de **l'offre politique actuelle**. Refusant de choisir entre une droite autoritaire et xénophobe, et une gauche redistribuant la misère, nous, fondateurs et membres du Parti libéral français, avons souhaité créer **une alternative** politique en France pour remettre nos **libertés** individuelles et notre épanouissement collectif **au cœur de l'offre politique**.

Aujourd'hui, le mot **libéralisme** est si **mal employé** qu'il ne veut plus rien dire. Le président Macron est perçu comme libéral, alors qu'il abat normes et lois inutiles sur le dos des Français : du plan de surveillance généralisé pour les JO aux aides pour faire reprendre les chaussettes en passant par les taxes sur les livres d'occasions.

Nous souhaitons, au travers des quelques **mesures au verso**, vous partager notre vision du libéralisme : **pragmatique, raisonnable, écologique et sociale**.

L'État au service des Français.

Pas l'inverse.

partiliberalfrancais.fr

[@pliberalfr](https://www.instagram.com/pliberalfr)

Pour un logement abondant et accessible

Le **logement**, premier poste de dépenses des Français, est un élément déterminant de notre qualité de vie. Il en faut un nombre suffisant pour tous, et pour toutes les bourses. Pour un logement moins cher, il faut **construire plus**, là où la demande est forte, afin de **faire baisser les loyers en augmentant l'offre**. Les solutions interventionnistes comme le blocage des loyers ne font que décourager les constructions nouvelles et aggraver la pénurie sur le long terme. Nous voulons **alléger les normes qui contraignent la construction**, encourager la densité, abroger la loi ZAN, simplifier les procédures et faciliter les mises en location.

Nous voulons aussi **taxer la valeur du foncier nu**, c'est-à-dire la surface qu'il occupe dans la ville, plutôt que les logements en eux-mêmes pour inciter les propriétaires à construire en hauteur là où c'est possible. Cet impôt **permettra la suppression d'autres charges** pesant aujourd'hui sur le travail (et donc les salaires !), de limiter la spéculation foncière, tout en permettant au plus grand nombre de se loger à moindre frais par l'augmentation de l'offre. Enfin, il est **redistributif** et **impossible à contourner** par de l'évasion fiscale.

Pour une économie décarbonée et innovante

La **lutte contre le changement climatique** est une **priorité absolue**. Il en va de notre qualité de vie et de celle de **nos enfants**. Pour autant, nous **refusons de céder à la panique**. Nous nous fondons sur la science pour défendre des réponses vigoureuses et rationnelles.

Le transport terrestre et le chauffage des logements représentent près de 50 % de nos émissions de CO₂ : pour **sortir des énergies fossiles**, nous devons **électrifier nos usages**, avec une **électricité propre**. Nous souhaitons **encourager les investissements dans les nouvelles technologies** (nucléaire, stockage, réseaux de recharge, pompes à chaleur, par exemple), multiplier les mesures **d'adaptation** et de mitigation des conséquences du réchauffement, et décourager les comportements et pratiques fortement polluantes par une généralisation des **taxes et dividendes carbone**.

Pour des lois simples et efficaces

Malgré un niveau de redistribution parmi les plus hauts du monde, la **précarité** reste une **réalité concrète** pour beaucoup de Français. Notre système obscur d'aides et d'abattements crée des effets de seuil allant parfois jusqu'à décourager le travail déclaré et bloquer l'ascenseur social. En même temps, la complexité des démarches contribue à un taux de non-recours aux aides de 30 %. C'est là tout le **paradoxe de l'État français : présent partout et efficace nulle part**.

Il est possible de moins prélever et de mieux redistribuer.

Afin de simplifier notre système social, fiscal et administratif nous proposons la mise en place d'un **revenu de base universel** remplaçant de nombreuses prestations et de diviser **le nombre de taxes et impôts par dix**. Nous voulons un pays dont les **règles** sont **claires**, où l'État-Providence embrasse son objectif premier : permettre à **chacun de vivre dignement**, sans barrières administratives, sans stigmatisation, et dans lequel on peut **avoir confiance**.